

hebo communiste des P.O.



chaque vendredi 2€

Le Travailleur Catalan l'hebo



**2026 MUNICIPALES
CANET - ESTAGEL**



Un vent nouveau ?

2 € - N° 4102 - Du 06 au 12 février 2026



• **Christophe Gleizes**
Liberté de la presse p.3

• **Jean Vila**
Session plénière de PMM p.7

l'Édito

Evelyne Bordet



À bas bruit... sournoisement !



À l'approche des municipales, dans notre département, impossible d'ignorer Perpignan qui rafle toute l'attention médiatique. La ville est le trophée du Rassemblement national, bien décidé à y replanter son drapeau !

Mais, au-delà de Perpignan, les villages ne sont pas oubliés ! Là, le RN troque son costume officiel pour une pelisse d'invisibilité.

Finie l'affiche « *extrême droite* », bienvenue aux « *sans étiquettes* » et autres « *apolitiques* » ... Parfait pour

rassurer les électeurs en leur faisant croire à des candidatures neutres, alors que dès que

l'on regarde les listes de plus près, on y retrouve des proches du RN. La stratégie est claire : on avance masqué, on repeint son logo en gris pâle. Les listes « *apolitiques* » poussent comme des champignons. L'objectif ? Séduire les méfiants, contourner la défiance et s'ancrer tranquillement dans le paysage local. L'histoire nous l'a appris : les basculements politiques ne

s'annoncent pas toujours par des fracas spectaculaires. Ils passent souvent par des glissements progressifs. L'extrême droite s'installe, construisant patiemment des réseaux d'élus et de cadres, à bas bruit, sournoisement. « *Nous entendons peser comme jamais dans notre histoire sur le scrutin local* », a annoncé Jordan Bardella le 12 janvier lors de ses vœux à la presse. Son parti compte remporter « *des dizaines de villes* ». Alors, dans les communes rurales, chaque mairie conquise, chaque implantation locale renforcera la capacité du RN à se projeter vers les échéances nationales. La lutte entre démocratie et fascisme ne se joue pas dans un futur hypothétique : elle se joue aujourd'hui, partout, jusque dans nos villages ! La porte est grande ouverte, quand l'État fait sauter une à une les digues préservant l'État de droit. Une odeur putride s'installe dans le débat public, portée par des discours politiques et médiatiques qui font du racisme une opinion comme une autre, banalisant ainsi des positions qui rejettent la diversité et usent du refus de la différence comme un véritable levier politique. Ce glissement insidieux façonne un climat où l'exclusion devient non seulement tolérée, mais aussi valorisée, participant à une dangereuse transformation du paysage politique.

Les dynamiques de progrès, d'égalité et de liberté peuvent disparaître, ici, maintenant, si elles ne sont pas défendues avec conviction. C'est l'enjeu de ces municipales, partout, dans chaque village !

Annonces

- « **Questions pour un avenir à notre portée** ». Conférence d'Hervé Blanchard et Yves Coléno
Vendredi 6 février à 19h – Au Mas de Nogardère – Céret.
- **L'association Train en Têt tiendra son Assemblée Générale Ordinaire**
Samedi 7 février à partir de 9h45 à la salle du Pessebre, Rue San Juan de Porto Rico à Prades.
- **Assemblée générale du Mouvement de la Paix 66**
Samedi 7 février de 14h à 18h – Foyer de Œuvres Laïques, 1 rue Michel Dutres – Perpignan.
- **Rifle de la section Albères-Méditerranée-Illibérés du PCF**
Dimanche 8 février à 15h – Salle des fêtes – Elne.
- **Municipales à Banyuls-sur-Mer. Réunion publique de la liste de la gauche rassemblée conduite par Marie-Françoise Sanchez**
Jeudi 12 février à 18h – Salle Novelty, rue du 14 juillet – Banyuls-sur-Mer.
- **Réouverture au trafic voyageurs de la ligne SNCF Céret – Le Boulou – Elne (Perpignan). Réunion publique**
Vendredi 13 février à 18h30 – Salle Joan-Cayrol, Chemin Mouli Nou (Complexe les Échards) – Le Boulou.



2026
**Les Amis de la Fondation
pour la Mémoire de la Déportation, AFMD 66,
tiendront leur Assemblée générale,
le samedi 14 février à 15h**
dans les locaux du Travailleur catalan
44 avenue de Prades à Perpignan

Au-delà de leurs adhérents, ils invitent toutes celles
et ceux qui partagent leurs valeurs ou qui veulent les connaître à venir
s'interroger avec eux :
« *N'avons-nous pas célébré la mémoire de la Résistance et de la
Déportation plutôt que d'y réfléchir ?* »

2025 ayant marqué le 80^e anniversaire de la libération des camps nazis,
nos amis et adhérents Françoise Germa et Gilles Birnbaum nous
parleront de celles et de ceux qui sont revenu.e.s dans les PO, après la
guerre, qu'ils aient été déporté.e.s ou déplacés en Allemagne ou en
Algérie.

Une modeste table de lecture vous proposera les
Mini-dossiers de l'AFMD66

Comme à l'accoutumée, notre rencontre se terminera autour d'un
apéritif gaieusement mémoriel.

**Nous espérons vous accueillir
nombreuses et nombreux !!**

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : redaction@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0630 C 84621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Villet
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)

Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
PHR



Habileté à la parution
de vos **annonces
légales.**
Contactez-nous par
mail : légales@letc.fr

ARTEMENT
APPELLE À LA

LIBÉRATION DE CHRISTOPHE GLEIZES
Journaliste sportif, condamné à 7 ans de prison en Algérie > **SIGNEZ LA PÉTITION**



Solidaires de Christophe Gleizes

Le journaliste sportif est emprisonné en Algérie depuis sept mois, un déni de justice.

A lors qu'il faisait tout simplement son métier -l'interview d'un dirigeant d'un club de foot en Algérie-, Christophe Gleizes, journaliste sportif a été emprisonné. C'était en avril 2025 et les raisons données relèvent de la pure fantaisie, terrorisme, atteinte à la sûreté de l'État... que sais-je encore ? À l'issue d'un procès expéditif le journaliste s'est vu condamné à sept ans de prison !

Une demande de grâce est en cours

Depuis, la solidarité s'organise autour de la famille du jeune homme, journalistes, médias, citoyens... s'élèvent contre l'arbitraire.

Le jeudi 29 janvier était un point fort de cette mobilisation citoyenne, journée nationale qui se concluait à Paris par un concert au *Bataclan*.

À Perpignan, c'est dans le hall Guy Malé de l'hôtel du Département qu'avait lieu un rassemblement de soutien à Christophe Gleizes. Autour de la présidente Hermeline Malherbe, des élèves et élus, des représen-

tants du club de la presse, de Reporters sans frontières, des journalistes. Toutes et tous ont dénoncé cette « prise d'otage », ce « déni de justice » et réaffirmé leur volonté de voir « le droit primer sur l'arbitraire ». Au nom du président des journalistes sportifs, Éric Dubuis, rappelait que « a liberté de la presse est un combat » et déplorait « cette volonté de réduire les journalistes au silence. » Le jeune président du district de foot rappelait « l'engagement de Christophe auprès du foot africain, auprès des minorités dans le foot, auprès des arbitres. » Pierre Mathis de *L'Indépendant* notait que cette affaire représente « une pression sur toute la population » et en appelait « au combat et à la vigilance. » Juste avant ces interventions une banderole demandant la liberté pour Christophe Gleizes avait été apposée sur la façade de l'hôtel du département.

N. G.

Quand fuir n'est plus une option mais une contrainte

Journaliste en Afghanistan, Yasin Joya a dû fuir son pays après la prise du pouvoir par les talibans : « quand [ils] sont arrivés dans le pays, la situation est devenue catastrophique ».

Le 29 janvier dernier, le *Travailleur Catalan* a rencontré un journaliste Afghan, Yasin Joya (29 ans), qui a fui son pays. Il nous a raconté son parcours et précisément ces dernières années qui ont changé sa vie à jamais.

En février 2020, Donald Trump signe un accord avec les talibans actant le départ des troupes étatsuniennes présentes en Afghanistan suite aux attentats du 11 septembre 2001. Par la suite, une offensive armée des talibans débute en 2021 ayant pour objectif de reprendre le pouvoir dans le pays.

Les Talibans ont commencé leur opération par la province de Takhar, au nord-est du pays, dans laquelle vivait Yasin Joya, journaliste afghan qui travaillait pour la télévision nationale. La situation devenue trop difficile pour Yasin et sa famille, ils se sont réfugiés à Kaboul, capitale du pays, grâce à l'aide de l'organisation *Afghan Journalists Safety Committee* (Comité pour la sécurité des journalistes afghans).

Kaboul est repris par les talibans au mois



Yasin Joya en Afghanistan aux côtés de soldats

d'août 2021. Yasin nous raconte que la situation est devenue « encore plus grave pour les journalistes après l'arrivée des talibans, beaucoup de médias ont été fermés. Travail, libertés ont été perdus. Femmes et filles ont perdu leur droit pour étudier, et même travailler ». Lui-même a déjà été arrêté à plusieurs reprises par les talibans, remettant en cause son travail de journaliste : « depuis le retour des talibans, travailler comme journaliste ça n'existe pas ». Un an plus tard, en août 2022, Yasin n'a plus

d'autres choix que de fuir la répression dans son pays. Il parvient à entrer en contact avec différentes ONG pour sortir de cette situation : le Syndicat National des Journalistes, le Comité pour la protection des journalistes et Reporters sans frontières. Il part au Pakistan avec sa femme et ses enfants, laissant ses parents restés au pays. Au Pakistan il a pu continuer son travail de journaliste pour le média *Pajhwok Afghan News*.

Après deux ans, il obtient enfin le statut de réfugié politique, notamment grâce à *Reporters sans frontières* et part pour la France en février 2024. Il arrive dans un

pays dont il ne parle pas la langue et s'est mis à l'étudier, notamment avec l'aide du *Secours populaire* et un programme visant à apprendre le français aux étrangers, avec l'objectif de s'installer de manière pérenne et devenir journaliste.

Il a aussi ouvert un compte sur le réseaux sociaux *TikTok*, avec l'un de ses fils, où il apprend le français aux Afghans qui habitent en France (il est suivi par douze mille personnes).

Inès Duran



Estagel, un « Nouveau souffle » dans le Fenouillèdes ?

Le village est bien connu des catalans. Et bien au-delà. Il incarne la « frontière » entre le Roussillon catalan et la « Gabatxie » occitane, et le village a gardé, ces dernières cinquante années, une dimension modeste sans trop de changements majeurs. D'après l'Insee, 2124 personnes y habitaient en 2023 (faible progression par rapport à 2011 au contraire d'autres villages du Roussillon peu éloignés de Perpignan).

Estagel était donc un village de vigneron, avec une forte proportion d'ouvriers agricoles jusque dans les années 1970. François Arago y est né, illustre physicien et astronome de la première moitié du XIXe siècle, élu pendant 20 années député. Le vieux village reste le vrai

centre de vie. Pionniers dans le domaine de la coopération agricole, la cave l'Agly comptera plus de 500 adhérents dans la première moitié du siècle précédent et traitera plus de 80 000 hectos. Le syndicat paysan Modéf ainsi que le PCF et la CGT y joueront un rôle prépondérant.

Mais... Aujourd'hui, seuls 4 000 hectos y sont traités et ce n'est plus tout à fait une coopérative. Les friches, tout autour du village et sur les deux rives de l'Agly, gagnent du terrain de façon spectaculaire. La crise est bien là et, comme ailleurs, la pauvreté touche, toujours d'après l'Insee, 27 % des habitants.

« Un nouveau souffle », ambitieux et novateur

La ville, c'est certain, pourrait changer de cap et de maire. Trois listes sont en présence. Très longtemps dirigée par la gauche communiste (Antoine Sarda), elle pensait avoir renoué avec une gestion progressiste et populaire avec le maire actuel Roger Ferrer. Un certain immobilisme, une politique d'accompagnement de décisions contraires aux intérêts de tous, l'absence de ligne claire et une certaine opacité en ont décidé autrement.

Le maire sortant, Roger Ferrer, se représente donc pour un quatrième mandat. Se déclarant longtemps de la gauche et du parti communiste, il a beaucoup déçu les électeurs qui l'ont accompagné et notamment les militants du PCF local. Une autre liste, « Fête », à l'apparence joyeuse et spontanée, est aussi sur le pont.

À gauche, des citoyens se sont regroupés, avec LFI et le PCF, ont constitué une liste « un Nouveau souffle » et ont élaboré un programme ambitieux et novateur. Hugo Roquère la conduit, petit-fils de l'historique Antoine Sar-

da, diplômé en sociologie, il revendique « un héritage politique fondé sur le sens de l'intérêt commun ».

Des critiques nombreuses

« Il nous fallait réagir à gauche » déclare posément le candidat Hugo Roquère qui poursuit : « le manque de projets propres au village pour le court, le moyen et le long terme, les votes à PMM (l'agglomération) avec la majorité de droite, pour la gestion de l'eau et la mise en place de France-Service au rabais, sans moyens nouveaux et suffisants, le manque de réactions par rapport aux menaces qui pèsent sur la Poste de plein exercice. En clair, le maire accepte tout sans rien dire ». Dominique Poirot rajoute : « il y a, quelque part, un abandon de la culture, au sens large. Il y avait un agent communal salarié sur cette question, à plein temps. Retraité, il n'est pas remplacé, comment doit-on l'interpréter ? ». Les présents prennent la parole : « en 2008, nous avons planté un olivier avec des palestiniens que nous avons reçus. Le maire n'a jamais voulu en faire un symbole... ». Enfin, le candidat ajoute : « si le taux



d'endettement n'est pas très élevé, c'est parce que la commune investit peu ! ». D'autres critiques suivent, nombreuses.

Une ambition créative débordante

Par exemple, à propos de la maison familiale CCAS, qui ne peut plus fonctionner à plein temps, « nous souhaitons, avec la CGT EDF construire un projet d'Ehpad public, une MAM, maison d'assistantes maternelles et, en plus, utiliser les installations de cuisine pour élaborer et servir les repas au collège et aux anciens du village ». Ajoutons le maintien de la mairie sur site, avec une accessibilité remise aux normes légales, l'aide à la résorption des nombreuses passoires thermiques, le soutien au développement de la ligne SNCF Rivesaltes-Limoux, la mise en valeur du Parc Naturel et de la proximité du musée de la Préhistoire, et pour conclure, comme un axe central et une obligation, le renforcement de la démocratie locale et la participation citoyenne. Du pain sur la planche à « portée d'un vote ».

Michel Marc





Canet-en-Roussillon

Au-delà de la carte postale, Canet, ville attrayante pour les touristes et retraités aisés, cache en son sein, une population fragile, de nombreuses familles monoparentales, des personnes en situation précaire, des jeunes qui ne peuvent pas se loger, des personnes âgées isolées. Faute d'adresse, 350 per-

sonnes sont domiciliés au CCAS !

Une constante à Canet, c'est de présenter à chaque élection municipale une liste de gauche. En 2026, une liste issue du monde associatif, politique et citoyen, *La gauche écologiste et solidaire pour Canet* propose un programme moulé sur les besoins de la ville.



Nadine Pons, tête de liste pour la Gauche écologiste et solidaire pour Canet.

Les élus de gauche siègent depuis longtemps au sein du Conseil municipal où ils sont porteurs de propositions retenues ou non ... Leur volonté de continuer à peser dans les domaines de l'environnement et du social avec des propositions innovantes est forte. Ils s'investissent pleinement au Conseil municipal comme lieu d'expression politique et mettent au vote des motions, souvent refusées !!!

L'action des élus de gauche au Conseil municipal apporte un éclairage sur les décisions gouvernementales et leurs conséquences pour les Canétois : suppression de postes de gendarmerie, école, impôts, trésorerie, avec transferts de charges sur la collectivité Bien sûr, la municipalité sortante ne souhaite pas que ces thèmes soient abordés puisque ce sont leurs députés ou sénateurs qui proposent ces mesures d'austérités à l'Assemblée ou au Sénat !

La gauche écologiste et solidaire exprime des divergences de fond sur la gestion et les orientations budgétaires :

La majorité municipale considère qu'une fois élue, les Canétois ont validé les projets proposés lors de la campagne électorale puisqu'elle a obtenu une majorité. En 2020, avec un scrutin sous Covid, la participation fut faible, 45% à Canet avec une bonne mobilisation de l'électorat de Stéphane Loda, 67,37% mais qui correspond à 25,56% des inscrits ! Autant dire qu'une consultation permanente des habitants aurait été nécessaire tout au long du mandat.

Les communes peuvent jouer un rôle majeur dans la revitalisation de la démocratie, à condition d'en faire de vrais lieux d'apprentissage à la citoyenneté, aux débats et compromis, c'est pourquoi La gauche écologiste et solidaire propose :

- D'Associer les Habitants à chaque décision par un vote citoyen
- Informer, en amont les citoyens, de tout projet d'importance
- Créer des conseils de quartier
- Prévoir un budget participatif chaque année
- Instaurer le RIC (référendum d'initiative citoyenne)

L'enjeu consiste à mettre en pratique un nouveau modèle de gouvernance locale sous contrôle citoyen, transparente et participative.

Canet est une commune riche, elle a des apports financiers importants, recettes du casino (20% du budget), le tourisme, taxe sur les résidences secondaires et des recettes de L'EPIC Sillages, Comme Oniria ou les parkings ; Or L'office du tourisme et Sillages sont en gestions déléguées ce qui amène peu de « ruissellement » sur la commune. La municipalité considérant que la gestion privée reste plus efficace, la liste de gauche propose une gestion directe du port, tourisme, parkings !

La question du logement est au centre des préoccupations

Les nouveaux ensembles immobiliers (Alizé et Régals) dont l'offre reste onéreuse n'ont pas permis d'accueillir de jeunes ménages, ou de loger les salariés de la commune, surtout ceux du pôle nautique et très peu d'enseignants, d'infirmières habitent la commune par exemple.

Aujourd'hui, il faut accélérer les préemptions pour récupérer des lieux voués à la location HLM, aider à la rénovation et louer les logements communaux aujourd'hui vacants, comme d'anciens logements d'instituteurs par exemple.

En matière environnementale courage politique et ambition

Pour beaucoup, l'image de la ville reste « un Canet bétonné ». Il faut vraiment verdurer partout où c'est possible, toits, rues, allées, parkings (voir celui d'ONIRIA). L'aire de pique-nique à côté de l'arboretum est une merveille et repose sur des bénévoles qui ne peuvent pas venir à bout de tout l'entretien, la création d'un salarié communal s'impose.

Il faut mettre des panneaux photovoltaïques sur les groupes scolaires et obliger les grandes surfaces à s'équiper avec ce matériel.

La création d'une ferme municipale à vocation éducative à côté des jardins familiaux, pour alimenter les cantines de la ville et l'épicerie solidaire est également proposée.

Pour que chacune et chacun délaisse sa voiture, il faut améliorer encore les pistes cyclables, avec des espaces sécurisés et aller vers les transports collectifs gratuits.

Evelyne Bordet

Pour en savoir plus





Des vœux à plusieurs voix

Ce 30 janvier, la fédération catalane du PCF présentait ses vœux devant les communistes des P.-O., les invités des partis politiques de gauche, des syndicats et des associations.



Une nombreuse assemblée pour ces vœux 2026.

Patrick Cases, membre de la direction départementale, ouvrait le bal avec une introduction consacrée à la situation internationale. De la Palestine à l'Iran, en passant par les Kurdes de Syrie, le Soudan, l'Ukraine, Patrick Cases apportait le soutien des communistes aux peuples martyrisés. « *Les femmes, les enfants sont souvent les premières victimes de cette fuite en avant. Pendant qu'ils construisent des drones, lâchent des bombes, ce sont des écoles, ce sont des hôpitaux, des logements, des infrastructures routières, des économies qui sont détruites.* »

Sur le plan national, l'orateur dénonçait le gouvernement et les grands patrons qui s'attaquent aux conquêtes sociales, mettent en place des politiques de plus en plus austéritaires pour le monde du travail. « *Nous les communistes nous pensons que les solutions doivent être trouvées dans un dialogue permanent entre les besoins des populations et un haut niveau de services publics de l'éducation, la santé, les mobilités, la sécurité, le logement et l'alimentation.* »

Sur le plan départemental, Patrick Cases faisait le constat : « *notre département n'échappe pas au climat politique national, il semble même qu'il concentre les problématiques en étant un terrain de jeu à la reconstruction politique entre le patronat, la droite traditionnelle et le RN. Sur le plan climatique notre territoire semble aux avant-postes d'un changement durable de notre équilibre environnemental.* » Pour les élections municipales : « *nous continuons à plaider pour la constitution de liste de large rassemblement permettant à tout l'électorat progressiste de se rassembler. En clair un rassemblement des électeurs de sensibilité communistes, LFI, écologistes, socialistes, réformistes, démocrates et humanistes.* »

Plusieurs orateurs ont ensuite pris la parole pour présenter, chacun à son tour, leurs vœux : Richard Sanchez, Édith Pugnet, Françoise Fiter, Bastien Sacaze et Thierry Labelle. Jean Vilert insistait sur l'importance du *Travailleur Catalan*, comme vecteur d'une information progressiste. Un diaporama sur l'année 2025 clôturait la cérémonie avant le pot de l'amitié.

Jacques Pumaréda



Les cinc arques

Capitol 5 (2)

- Perquè el segon pas va ser quan va arribar el Joan, que tot seguit se va posar al capdavant d'un dels temes favorits dels nostres aiatol·làs: la civilització moderna destrueix l'essencial... doncs va venir el moment de proposar que es rehabilitessin les arques, i que esdevinguessin, o més ben dit que tornessin a ser, el lloc de sepultura. Aleshores es varen restaurar les cinc arques.

De fet, com ja t'ho he dit, la del coll de Tribes, en molt bon estat, va servir de model per les altres. La de Caiena, les dues baixant cap a la carretera varen seguir. I finalment va ser la de l'Estanyol.

El Martí calla uns segons, abans d'afegir:

- La idea de fer lo que ara veus va sortir a poc a poc. Primer, hi havia la necessitat de tenir un lloc tancat prou gran per acollir tota la població del rodal i va ser una evidència que el coll de l'Estanyol era l'única opció. I paral·lelament, el fet de restaurar el dolmen de manera radical també es va presentar com una evidència. Jo me vaig implicar molt en tot això, per tenir un lloc de vida social, i també per veure la recuperació del dolmen, ja pots imaginar perquè!
- Es clar que si, també a jo me hauria agradat participar!
- Bé, es construeix la sala que has vist, es fa el dolmen més espectacular de tots, i se n'enceta la utilització. Es llavors que sorgeix la cosa tan estranya, que ningú havia previst, que ningú no acaba d'entendre, lo que dona al Joan la seva aura, i que t'interessa....

Els dos companys segueixen la pista, pràcticament sobre la ratlla.

Travessen el tros més espectacular de "Granitopolis", entre els blocs de pedra, molts dels quals tenen un nom, com ara « el dragó ». El més espectacular de tots és clarament « el llibre », com pàgines obertes de granit.

- Això de batejar-los ha continuat, però molts encara no tenen un nom adoptat per tothom. Fa pensar a la recerca universitària quan se mira d'imposar un concepte

- O en la vida política i sindical per fer popular una fórmula o un eslògan!

Arriben al coll de Tribes. Deixen la pista que continua cap al pic del Rosselló, i giren a mà esquerra per la que baixa al veïnat on es troba la casa del Martí.

És la de més amunt del que ha tornat a ser un barri encimbellat. La vista és extraordinària. A davant, de l'altre costat de la vall de la Tet, el massís del Canigó.

Martí es gira cap al seu amic amb un somriure.

- Ja has abandonat la idea del pastís de nata? Te'n recordes que presentaves així la Muntanya sagrada dels catalans!

- Ho deia per provocació, i recorda que era sobretot per denunciar les tonelades de mala literatura que ha generat... fins la meva! (seguirà)

C&C

Session plénière de Perpignan Méditerranée Métropole

Jean Vila distribue du lourd et propose

C'est bientôt terminé pour l'ancien maire communiste de Cabestany, après 44 ans de mandat. Ses deux interventions seront donc les dernières à la Communauté Urbaine de PMM (il n'est plus candidat). Il n'en a pas moins fait deux discours au sens politique lourd.

Après une première intervention en début de session à propos de la grave et durable crise agricole en France et dans les P.-O., au cours de laquelle Jean Vila invitait l'Assemblée à recevoir « sans crainte », dans l'enceinte même du Conseil communautaire, les paysans et les agriculteurs pour les entendre et échanger, il reprenait la parole plus tard pour un discours plus général en forme de bilan et de prise de position. L'opacité de l'institution et la discrimination politique étaient ainsi mises sur le grill.



Jean Vila siège pour la dernière fois.

La transparence, ce n'est pas encore ça

À propos des inégalités de traitement par l'assemblée selon que le demandeur d'aides soit ami avec la majorité ou opposant, Jean Vila fustigeait l'opacité chronique entourant les décisions prises et donnait un exemple : « je demandais une nouvelle fois à Alain Dario, notre ministre des Finances, de faire le point sur les dossiers des zones économiques, du pôle nautique de Canet et de Technosud à Perpignan, de connaître les comptes d'exploitation de la gestion, et les montants des déficits. Tu les au-



Le Conseil communautaire de Perpignan Méditerranée Métropole.

ras en juin ! Mais de quelle année ? La question se pose... Je ne serai plus là en 2026 » et poursuivait : « j'ai donc déposé un dossier (égaré depuis ?) à la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA), pour nous aider à avoir les documents et la transparence que nous souhaitons. Dois-je en conclure qu'on nous cache quelques inégalités ? ». Et, sur ce chapitre il concluait vertement : « l'établissement est devenu un établissement public de copinerie intercommunale. L'Agglo était un tiroir-casse actionné pour faire plaisir, elle saupoudrait des deniers publics dans les projets d'amis politiques, sans réelle vision cohérente et dynamique du territoire ».

Un « historique » piquant

Dans ce domaine, Jean Vila reconnaissait malgré tout les efforts faits par le président actuel, Robert Vila. L'élue communiste rappelait alors la marche forcée de sa commune pour intégrer PMM, les trois présidents successifs. Jean Paul Alduy, le premier, dont « la présidence a été marquée par un fort endettement qui court encore et qui voulait Cabestany à tout prix, et le trouvant indispensable », évoquant la faillite du « centre du monde » et de la gare pour

ne rien oublier. Jean Marc Pujol, ensuite, celui qui a eu le courage d'annoncer « le demi-milliard de dettes de la communauté », essentiellement issu de la gestion perpignanaise et remboursé par l'ensemble des 36 communes. Enfin, Robert Vila, l'actuel président, dont les « efforts faits pour une gestion plus juste et plus transparente » ont quand même été salués.

Les discriminations

« Tous les groupes devaient être représentés à l'exécutif, aux vice-présidences. Cela n'a jamais été le cas ! », lançait-il, évoquant son groupe et la seule ville de la première couronne non représentée. Venait ensuite le fond politique, les services publics, les mobilités, la gestion de l'eau, le logement où, jamais, les citoyens ne sont convoqués. Il concluait, fustigeant la situation nationale et « ce budget, musée des horreurs, austéritaire » refusant de prélever les ressources là où elles se trouvent. Assurément, Jean Vila en a terminé avec l'Agglo, mais pas avec les luttes et la politique.

Michel Marc

Mission Locale Jeunes

Trois brillantes réalisations

Trois impressionnants courts-métrages, réalisés de A à Z par les membres du conseil Jeunes créé par la Mission Locale Jeunes des P-O., ont été présenté publiquement le 30 janvier.



Vendredi 30 janvier, sous le titre « *Agir en image – Parce que s'exprimer, c'est déjà agir* », la Mission Locale Jeunes (MLJ) des Pyrénées-Orientales organisait au MégaCastillet une projection de trois courts métrages réalisés par ses jeunes membres. L'occasion pour Rémi Lacapère, vice-président du Conseil départemental et président du MLJ, de rappeler le rôle de cette structure : « *la Mission locale accompagne les jeunes, les aide dans leur orientation, vers des formations, de l'emploi* ». Mais il ajoutait une autre facette à ses objectifs, celle de « *laisser de l'espace à ces jeunes pour qu'ils s'expriment sur leur vie* ».

C'est pour cela que la MLJ a créé depuis deux ans un Conseil Jeunes pour leur donner la parole, les faire s'exprimer avec leurs mots,

partager leurs expériences, leurs inquiétudes, leurs envies d'agir, et devenir ainsi acteurs des projets qui les concernent. Et c'est, avec trois courts-métrages, une des réalisations de ce conseil qui était présentée ce soir-là au Méga-Castillet. Comme le rappelait Rémi Lacapère, « *très vite, une idée forte a émergé : travailler sur des thématiques qui touchent directement les jeunes* » et c'est ainsi que sont nées trois vidéos, entièrement pensées et réalisées par les jeunes, de l'écriture du scénario jusqu'à la production.

Des projections qui ont touché le public

Avant de laisser la place à un court débat et au pot de l'amitié, les trois réalisations, d'une qualité technique remarquable, ont impressionné le public, essentiellement jeune, présent à la projection.

Le premier court-métrage, très sobre, présentait l'interview émouvante d'une adolescente que la consommation de protoxyde d'azote a porté aux portes de la mort et qui expliquait qu'elle en subirait les séquelles durant de très longues années. La seconde vidéo, une fiction avec des jeunes actrices et acteurs qui

faisaient là leurs premières armes, dénonçait le cyberharcèlement en montrant à quelles dramatiques extrémités il pouvait conduire. Enfin la troisième projection, un véritable film, dénonçait les dangers de l'alcool au volant en reconstituant la véritable histoire d'Élias, aujourd'hui handicapé, qui, tout en jouant son propre rôle dans la partie fiction du documentaire, témoigne ensuite longuement sur ce qui l'a conduit à devenir alcoolique et sa longue reconstruction aujourd'hui.

Donc trois magnifiques vidéos, réalisées par des jeunes, pour des jeunes, qui méritent d'être largement utilisées par les établissements scolaires, les éducateurs, dans tous les endroits où les jeunes peuvent être confrontés aux fléaux que sont drogues, alcool et harcèlement.

Et un grand bravo à la MLJ pour la réalisation de ces projets qui méritent d'être largement diffusés !

René Granmont

Pour retrouver ces réalisations du conseil Jeunes :



Les policiers dans la rue

Le RN instrumentalise...

Samedi 31 janvier, des policiers ont manifesté dans une vingtaine de villes de France, à l'appel du syndicat Alliance. Ils ont dénoncé des conditions de travail devenues intenable.

Les policiers ne cachent plus leur exaspération face à l'état de leurs locaux. « *On nous demande de travailler dans des conditions indignes, avec des bâtiments qui tombent en ruine et des véhicules hors d'âge* », témoigne un gardien de la paix parisien. Selon le syndicat Alliance, près de 40 % des véhicules de police devraient être réformés dans certains départements, tandis que les commissariats souffrent de problèmes d'humidité, d'électricité défectueuse, et parfois même d'infil-

trations d'eau. Le manque d'effectifs est tout aussi criant. Le syndicat estime qu'il manquerait 10 000 enquêteurs et plus de 3 000 officiers de police judiciaire (OPJ) pour répondre à toutes les sollicitations. « *On nous demande d'être partout, mais on n'a ni les bras ni les outils pour le faire* », résume un policier lyonnais.

Alliance, un syndicat proche du RN

Si la colère des policiers est légitime, la manifestation du 31 janvier a aussi révélé un autre enjeu :

la récupération politique par l'extrême droite. Le syndicat Alliance, majoritaire chez les policiers, est de plus en plus critiqué pour ses liens troubles avec le Rassemblement National (RN). Lors des cortèges, des personnalités comme Thierry Mariani, candidat à la mairie de Paris et Marion Maréchal, eurodéputée, se sont affichées aux côtés des manifestants. « *Alliance sert de marchepied au RN, qui profite de la colère des policiers pour avancer ses pions* », dénonce Jean-Louis Arajol, fondateur de Police République et



À Perpignan, entre 400 et 500 personnes.

Citoyenneté. « *La police a le droit de manifester pour de meilleures conditions, mais elle ne doit pas devenir l'otage d'un parti politique* », rappelle un observateur. Il est urgent que l'État écoute ses policiers. La CGT Police, quant

à elle, lie la défense des policiers à une vision humaniste et sociale de leur métier. Elle refuse toute collusion avec l'extrême droite et milite pour une police respectueuse des droits fondamentaux.

Dominique Gerbault

Perpignan Autrement



Un soutien massif au collectif.

Un temps fort



Le collectif Perpignan Autrement avait de quoi se réjouir. Samedi matin, près de deux cents personnes avaient répondu à son invitation et se pressaient dans et devant la brasserie La Boc dans le quartier du Bas-Vernet.

Il s'agissait de faire un point à ce moment de la campagne électorale. Dans son intervention, Mathias Blanc, tête de liste, notait « nous sommes à un moment charnière de notre action ». Il rappelait ensuite, le chemin parcouru, « le choix du collectif, loin des aventures personnelles », « la recherche constante du rassemblement » déclarant « les portes ont toujours été ouvertes, elles le seront jusqu'au dépôt de la liste. »

Françoise Fiter soulignait l'enjeu, battre l'extrême droite pour améliorer le quotidien des habitantes et habitants « dont les difficultés et les besoins sont immenses » elle poursuivait : « la colonne

vertébrale de notre programme, c'est la démocratie citoyenne participative comme moyen et comme finalité, la défense du service public... notre volonté c'est de faire de la politique municipale un filet de protection face aux régressions sociales... »

La rencontre se concluait sur un moment de convivialité en musiques et en chansons.

N. G.

NB : La veille de cette initiative, la commission exécutive fédérale du Parti socialiste 66 avait par 33 voix contre 6 apporté son soutien à la liste *Perpignan Autrement*.

La Poste 66

Sam, le postier syndicaliste de « Sud Poste 66 », licencié par le ministre !

Les syndicats pensaient avoir gagné la réintégration de leur collègue. Les étapes procédurales légales préalables avaient toutes contesté la procédure de licenciement de Sam Toutain. Que nenni ! Le ministre a tranché.

Rien n'y a fait, ni même l'avis très défavorable au licenciement du fonctionnaire de la Direccte 66 (l'inspecteur du travail) qui devait, sans surprise, conduire à la réintégration du postier dans ses fonctions. Élu du personnel, il était accusé

depuis plusieurs mois de « harcèlement » par quelques cadres qui confondaient allègrement harcèlement et interventions de l' élu pour défendre les intérêts des salariés. Tout porte à croire que les « cadres » départementaux font du zèle dans le domaine de la lutte antisindical. Les exemples sont aujourd'hui légion, allant des mises à pied aux convocations dans les gendarmeries de responsables syndicaux de la CGT ou de Sud. Il leur fallait aller plus loin. Ils ont osé le faire. Et, dans ce cas le gouvernement est en cause. Le ministre passe par-dessus le Conseil de discipline et écarte l'avis de ses propres services, l'Inspection du travail.

Le droit du travail piétiné par le ministre

L'entreprise La Poste n'est plus une entreprise nationale publique. Elle est une société de droit privé à capital unique : l'État. Dans sa communication, « *Sud La Poste66* » écrit : « la Poste, dont les méthodes managériales sont régulièrement sanctionnées, tente au-

jourd'hui de faire croire que le problème serait le syndicaliste qui les dénonce » et, plus loin : « malgré les avis défavorables, La Poste a pu contourner les garde-fous juridiques en mobilisant : un ministère qui préfère couvrir l'employeur, un ministère qui valide ce que le droit du travail réprouve... ».

Pas un cas isolé

Plusieurs responsables syndicaux sont ainsi poursuivis en France par des procédures identiques. L'un d'entre eux, comme Sam, vient d'être licencié. La question est aujourd'hui posée à l'ensemble de la société : « *quelles protections et quels droits syndicaux seront-ils valides dans les années à venir ?* ». Il y a certainement urgence à s'emparer de ces questions, usagers, citoyens et salariés. Le tribunal administratif de Montpellier sera interpellé. D'ores et déjà, une manifestation a eu lieu à Marseille le mercredi 4 février pour dénoncer ces décisions et, le 17 février prochain, pour mardi gras, une action aura lieu dans le département. Déguisements conseillés !

Michel Marc



ÇA SE PASSE dans votre COMMUNE ou aux ALENTOURS
Informez-nous !

Amis lecteurs, vous pouvez intervenir dans le contenu du journal. À côté de chez vous, un événement survient, une photo, quelques lignes et vous envoyez à redaction@letc.fr la rédaction examinera votre proposition. Dans tous les domaines, politique locale, environ-

nement, social, culturel, sportif, associatif... Tout ce qui fait la vie au plus près de nos concitoyens peut trouver un écho dans *le Travailleur Catalan*. Mieux vous informer en élargissant le cercle des rédacteurs occasionnels, tel est le souhait du comité de rédaction.



Les erreurs de jeunesse

L'USAP à deux doigts de l'emporter à l'Aréna face au Racing. Défaite frustrante (37-31).

Les Catalans ont bien progressé dans de nombreux domaines mais une question brûle les lèvres des supporters. Les joueurs de l'USAP savent-ils qu'à la sortie des vestiaires, ils doivent se mettre en action le plus rapidement possible ? Ce n'est, d'ailleurs, pas la première fois que les sang et or oublient de jouer à leur entrée sur la pelouse que ce soit en début de match ou même après la pause. Très dommageable !

L'Arena n'est pas un stade de rugby

Envoûtés par l'ambiance, éblouis pas les lumières, anesthésiés par l'atmosphère feutrée, les joueurs de l'USAP n'ont peut-être pas compris que c'étaient eux les acteurs du spectacle lors de chaque retour sur la pelouse... ou plutôt sur la moquette. « *On sort du vestiaire pour pas gagner* » s'est exclamé le capitaine du jour Lucas Velarte. Fichtre ! Effectivement comment comprendre que le sort du match se soit pratiquement joué lors de chaque début de mi-temps. Imaginez ! Que peut faire une équipe qui encaisse deux essais lors des cinq premières minutes d'une rencontre et se retrouve dès lors menée 14-0 alors que le match vient à peine de débuter. Et que dire du 17-3 encaissé en début de seconde période ? Le plus optimiste des supporters imagine de fait que ses favoris vont repartir de la Défense Arena de Nanterre avec une *semal* de points. Pardon ! Une comporte de points comme on dit près de Paris. C'est malheureusement devenu une habitude lors de nombreux matchs d'avoir ces coupables trous d'air.

Par contre l'USAP version Laurent Labit ne lâche rien, mais elle court la plupart du temps après ses erreurs que l'on peut qualifier d'erreurs de jeunesse. Des fautes grotesques sur les réceptions de ballons hauts, des fautes récurrentes sur les lancers en touche, des erreurs au moment d'aplatir. Mais, malgré ces lacunes, les Catalans arrivent à inverser la tendance... ou presque. Du moins à accrocher et faire douter leur adversaire.

Une grosse déroute trois mois en arrière

Jusqu'à l'ultime seconde de la rencontre les joueurs sang et or ont réussi à faire gamberger les Racingmen jusqu'à entrer dans l'en-but adverse

avec le ballon de la victoire et se le faire malencontreusement arracher. Voici quelques semaines les coéquipiers de Lucas Velarte auraient carrément explosé, le mot est faible, après avoir été menés de vingt points. Preuve s'il en est que l'équipe progresse à chaque sortie. Il est agréable de noter que, depuis trois rencontres, l'USAP arrive à inscrire plus de trente points et la bagatelle de quatre essais. De bon augure certes, même si la victoire n'est pas toujours au bout. De ce match que d'aucuns qualifient de match de folie, il faut retenir plusieurs choses. Les Catalans ne savent encore pas prendre le match à leur compte. Le travail de dépossession que prône le manager ne semble pas, pour l'instant, avantager les lignes arrières catalanes plus habiles à manier le ballon qu'à récupérer des balles hautes. S'efforcer de gommer les erreurs qu'elles soient individuelles, trop souvent, ou collectives, en particulier en défense, obligeant à courir après un score généralement impossible à remonter. La course à la douzième place qui n'était accessible que dans la tête du supporter optimiste s'est terminée avec la victoire inattendue de Lyon à la Rochelle et la défaite de l'USAP face au Racing. Quatorze points de retard sur le LOU, c'était déjà hyper difficile à combler, dix-huit points à dix journées de la fin c'est dorénavant mission impossible. Jouer les matchs à fond pour préparer l'access-match du 13 juin en ayant en tête de creuser encore l'écart avec Montauban toujours en embuscade malgré ses sept points de retard. Éviter toutes ces erreurs récurrentes qui empêchent de jouer sereinement. Mais surtout ne plus avoir à courir après le score comme le font si souvent les Catalans. En effet un tel retard à l'allumage en match de barrage chez un adversaire affamé serait un véritable suicide pour les sang et or. Profiter d'autre part de la qualification en Challenge Cup pour progresser dans ces comportements même si le huitième de finale se jouera à Montpellier contre une équipe héraultaise en état de grâce actuellement. La fin de saison sera sûrement très longue. Les joueurs ne seront pas surpris, cette année, d'apprendre que l'access-match les attend. Mais où ?

Fins aviat

Jo Solatges

Découvrez d'autres articles, chaque semaine, sur le site www.letc.fr

FOOTBALL CHAMPIONSHIP



Coupe du Monde 2026 de football

Faut-il boycotter les États-Unis ?

Les États-Unis, qui co-organisent la Coupe du Monde 2026, ont-ils la légitimité pour accueillir un tel évènement après les exactions récentes de Donald Trump ?

Le 13 juin 2018 à Moscou (veille du Mondial 2018 en Russie) les 203 fédérations membres de la FIFA ont voté et élu le Canada, le Mexique et les États-Unis pour co-organiser la Coupe du Monde 2026 de football.

Malgré les réticences nombreuses sur la remise du Prix de la paix de la FIFA, spécialement conçu pour Donald Trump, lors du tirage au sort du 5 décembre 2025, jusqu'au début de l'année 2026 il n'était pas question de révoquer le droit d'organiser la Coupe du Monde aux États-Uniens.

Trump, la suite logique du capitalisme

Le 3 janvier 2026, les États-Unis ont lancé raid sur le Venezuela, le bombardant à plusieurs reprises faisant plus de 80 morts, et capturant le président Nicolas Maduro et sa femme, Cilia Flores. Quatre jours plus tard, une citoyenne et un citoyen de Minneapolis, Renée Good et Alex Pretti, ont été abattus par le service de l'immigration et des douanes des États-Unis : l'ICE.

S'ajoute à cela la menace de Trump sur le Groenland. Il souhaite s'emparer de ce territoire dans un but géostratégique et politique, se réjouissant de démontrer « *jusqu'où [il] peut aller* » comme il l'a déclaré en marge du

Forum économique mondial à Davos. Il est depuis revenu sur ces propos, mais ces derniers ont indéniablement marqué l'Occident.

De plus, différentes nations ont été visées par une interdiction d'entrée dans le pays de l'Oncle Sam, dont Haïti et l'Iran, pays qualifiés pour la compétition. En juin 2025, l'administration de Trump a signé un « *Travel Ban* » (en français : interdiction de voyager), une mesure qui interdit aux ressortissants de 19 pays l'entrée sur le territoire étatsunien. Les joueurs et membres des staff des fédérations concernées pourront venir sans problèmes, mais les supporter.trices seront refusés. La FIFA souhaite mettre en place un « *FIFA Pass* » pour apaiser les désaccords. Mais ce dispositif serait insuffisant, car les autorités fédérales se laisseraient le droit de contrôler les entrées sur le territoire.

Le boycott s'impose

En guise de protestation, plusieurs milliers de personnes, notamment sur les réseaux, militent pour que la FIFA retire les États-Unis comme pays organisateur de l'évènement de cet été. Les politiques anglais ont commencé ce boycott en signant une motion pour exclure les États-Unis des compétitions sportives internationales, sans plus d'effets. C'est ensuite un politicien allemand qui a menacé le retrait de la sélection allemande de l'évènement.

Le 28 janvier dernier, le député français Éric Coquerel a, dans un discours à l'Assemblée nationale, interpellé sur la situation : « *Trump ne se cache pas : il veut faire de la coupe monde, une arme de propagande [...] Non Trump ne mérite pas d'accueillir Yamal, Mané, Diaz ou Mbappé. Listen to me, Trump [...] Monsieur le Premier ministre et vous Monsieur le Président à Davos insulté publiquement, voilà ma proposition : vous adresser à tous les pays qui défendent l'ONU et le droit international contre la fausse conférence de la paix et la force impériale, soit presque toutes les équipes qualifiées. Vous pourriez alors exiger ensemble de la FIFA qu'en juin prochain la Coupe du Monde se joue aux seuls Mexique et Canada et boycotte les États-Unis de Trump. Il est encore temps.* »

La ministre des Sports, Marina Ferrari, a répondu que « *le sport n'est pas une arme politique* ». Elle a continué en affirmant que le sport doit uniquement être « *un vecteur de fraternité et de paix* ». Selon elle, c'est aux fédérations de décider si elles veulent participer aux différentes compétitions. S'il devait y avoir une décision politique sur le sujet, ce serait à l'Union Européenne de décider collectivement, a-t-elle précisé.

Inès Duran

annonces légales - annonces légales - annonces légales - annonces légales

IMMATRICULATION

Suivant acte SSP du 24.01.2026 constitution de l'EURL : FAMILY PARIENTE

Objet : L'animation de sociétés contrôlées directement ou indirectement en tout et partie, en participant activement à leur contrôle. La participation de la société, par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou location-gérance. La participation directe ou indirecte dans toutes les opérations financières ayant un lien avec l'objet social.

La réalisation au sein du groupe de services administratifs, juridiques, comptables, financiers, économiques ou immobiliers.

L'acquisition, vente, gestion et la cession de participations dans toutes sociétés, entreprise ou groupements quelconques.

L'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe. Et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

Siège social : 2, impasse des Fauvettes (66740) SAINT-GENIS-DES-FONTAINES

Capital social : 1.000 €

Gérance : M. David-Alexandre PARIENTE, demeurant au 2, impasse des Fauvettes (66740)

SAINT-GENIS-DES-FONTAINES

Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PERPIGNAN

Arts plastiques

En noir et blanc



À la galerie de la Main de Fer à Perpignan, l'exposition « *Noir Premier* » présente plusieurs artistes avec des œuvres d'où la couleur est absente. Intense.

Une nouvelle exposition à la Main de fer où treize artistes en gravure, peinture et sculpture sont réunis sous l'intitulé *Noir Premier*. Des œuvres en noir et blanc donc, qui, sur le fond très clair du lieu n'en donnent pas moins une impression de lumière. On y retrouve des artistes présents dans l'exposition précédente, comme Corinne Tichadou ou les vases baroques d'Elia Pagliarino et de belles découvertes.

En premier lieu, les gravures de Gérard Jan autour duquel s'est construite l'exposition qui est aussi un hommage à cet artiste tragiquement décédé l'été dernier à La Franqui. Une salle de la galerie lui est consacrée, une série de monotypes, un procédé de gravure. On y voit des maisons très hautes, ni portes, ni fenêtres, en fait des pans de murs, des arbres, l'ensemble où nul humain n'est visible donne une impression de mystère, d'élévation. En dehors des œuvres accrochées on en trouve beaucoup d'autres dans un présentoir, de quoi mesurer l'immense talent de Gérard Jan.

Remarquable également le travail de Judith Rothchild (qui revendique n'avoir rien à voir avec d'autres du même nom). Elle fait de la gravure « *manière noire* » directement sur le cuivre, d'où ces délicates



Nele Boudry, *Pas voir le monde*.

fleurs claires sur fond noir. Elle dessine aussi, au crayon Comté, de saisissants panneaux où toutes sortes de végétaux s'entremêlent.

Du végétal et de l'animal se retrouvent dans les étranges créatures se sculptées de Nathalie Charrié. Encore des fleurs sur fond noir chez Michèle Mascherpa accompagnées de citations bibliques. De très grands formats happent le regard, tel ce visage d'homme avec lunettes noires qui vous fixe (Sabine Danzé) ou ce nu de la belge Nele Boudry, héritière d'une lignée de peintres flamands. Intitulé *A man who does not want look at the world* (Un homme qui ne veut pas voir le monde), il montre cet homme se cachant les yeux d'une main, l'autre, énorme, disproportionnée. On peut également admirer les sculptures longilignes et épurées d'Éric Chambon figurant des moines capucins ; et aussi les céramiques de Fabienne Laheure, les beaux contrastes sur miroir d'Olivier Diaz de Zarate.

Une exposition en tous points captivante à voir jusqu'au 18 mars.

Nicole Gaspon

Galerie de la Main de Fer
2 rue de la Révolution française à Perpignan
Du mardi au samedi de 14h à 18h.

Théâtre

Une pièce révolutionnaire...

Avec « *L'abolition des privilèges* » présenté à l'Archipel, le public est mis en situation, il est dans l'hémicycle de l'assemblée nationale, partie prenante des joutes verbales. Un projet ambitieux.



Remarquable performance de Maxime Pambet.

Quatre représentations dont une scolaire dans le Carré de l'Archipel pour *L'abolition des privilèges*, texte de Bertrand Guillot, mise en scène Hughes Duchêne. La nuit du 4 août 1789 comme

les débats, jouant donc une foultitude de personnages au fil d'un texte aussi brillant que labyrinthique. Remarquable performance qui

si vous y étiez. Dans le Carré, qui n'a jamais si bien porté son nom, les spectatrices et spectateurs sont disposés en carré autour de l'espace scénique, figurant qui la Noblesse, qui le Clergé, qui le Tiers-État. Seuls les tenants de la Noblesse ayant droit à une coupe... privilège.

Au centre, un comédien Maxime Pambet, seul pour interpréter

n'en souffre pas moins de quelques aléas dont le plus évident et unanimement déploré, la difficulté à tout entendre. L'acteur n'étant pas sonorisé, lorsqu'il est à l'autre bout de votre rangée et tourne le dos, vous voilà privé d'une bonne partie du texte. Regrettable, d'autant que les similitudes entre 1789 et aujourd'hui étaient joliment soulignées. Le final, lorsque Maxime Pambet est rejoint par l'autre comparse, Hughes Duchêne, pour un dialogue sur des thèmes contemporains comme le féminisme, la procréation et autres, fait un peu décalé.

Sentiment mitigé, donc, au sortir de ce spectacle qui a fait un tabac au festival d'Avignon 2024. Et une forte motivation pour lire le roman éponyme de Bertrand Guillot.

Nicole Gaspon

Réseaux sociaux



Sortez les VPN, mes reufs*

Avec sa nouvelle loi pour l'interdiction des réseaux sociaux pour les moins de 15 ans, le gouvernement s'enferme dans la voie de la coercition contre-productive au lieu de miser sur l'éducation.

L'Assemblée nationale française a adopté, dans la nuit du 26 au 27 janvier 2026, l'article phare d'une proposition de loi visant à interdire l'accès aux services de réseaux sociaux aux mineurs de moins de 15 ans. Votée seulement par 130 voix dans une assemblée clairsemée, la mesure chaudement soutenue par Emmanuel Macron s'inscrit dans une volonté affichée de protéger la santé mentale et le développement des jeunes face aux « algorithmes addictifs » et aux contenus potentiellement dangereux. Concrètement le texte interdirait à partir du 1^{er} septembre 2026 de créer ou d'utiliser un compte sur des plateformes comme Instagram, TikTok, Snapchat ou X pour toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 15 ans. Les réseaux sociaux devront mettre en place des dispositifs de vérification d'âge pour appliquer cette règle, et les comptes existants pourraient être désactivés avant la fin de l'année 2026.

Une mesure facilement contournée

Il est vrai que la surutilisation des réseaux peut avoir un effet néfaste sur la santé mentale des jeunes sans parler des possibles expositions aux contenus violents, au cyberharcèlement ou à des pratiques dangereuses. Toutefois la mise en place de cette loi est plus complexe qu'il n'y paraît. En effet les méthodes de vérifications d'âge (reconnaissance faciale, pièces d'identité, « tiers de confiance ») soulèvent des questions de vie privée et de protection des données per-

sonnelles. Il n'est pas certain qu'un dispositif efficace soit prêt pour la rentrée 2026. De plus la multitude de méthodes de contournement comme l'utilisation des VPN (réseaux virtuels permettant de chiffrer sa connexion et de masquer son emplacement) ou la création de faux profils, limite l'impact de l'interdiction comme l'a montré l'échec cuisant de la lutte contre le téléchargement illégal dans le cadre de la loi Hadopi auparavant.

Vers un « paternalisme numérique »

De plus beaucoup d'experts redoutent que cette interdiction ne constitue une atteinte disproportionnée à la liberté de communication des jeunes, notamment à un âge où Internet et les réseaux sociaux jouent un rôle social et scolaire important. Cette atteinte risque par ailleurs d'entrer en contraction avec les textes européens qui régissent la liberté sur l'espace numérique. Enfin le rôle d'encadrement numérique devrait davantage être laissé aux familles avec un accompagnement éducatif plutôt qu'à une interdiction étatique stricte, souvent contre-productive. Si le texte doit encore passer par le Sénat et les textes européens pour être adopté, sa mise en place placerait la France, sur le papier du moins, parmi les pays les plus autoritaires en France en matière de contrôle numérique.

J.S

*Mes amis, mes frères !

Où sortir ?

Perpignan

Archipel | Dimanche 8 février à 15h | **Orchestre national du capitole de Toulouse** | De 10 à 34€. **Vendredi 13 février à 12h30** | **Duo piano et alto** - Rêveries artistiques Duo Arkalto | 10€. **Institut Jean Vigo** | Lundi 9 février à 19h | Projection-**L'art s'affiche à Paris** | 7€/réduit 5€. **Mardi 10 février à 19h** | Projection-**La Balade sauvage** | 7€/réduit 5€. **Vendredi 13 février à 19h** | Projection-**Zéro de conduite** avec Blanche Martire | 7€/réduit 5€. **El Mediator** | Samedi 7 février de 21h à 4h | Concert - **Perpi Dub Night #9** | 15€. **Jeudi 12 février à 20h30** | Concert - **La ligue des objets** | 12€.

Chambre de commerce et d'industrie | Mardi 10 février à 18h30 | Concert Saison Jazzèbre - **Francesco Bearzatti & Federico Casagrande** | 13€/réduit 7€.

Alénia

Salle Marcel Oms | Samedi 14 février à 20h30 | Spectacle - **Bartleby** | 12€/réduit 6€.

Argelès-sur-Mer

Espace Carrère | Samedi 7 à 17h30 et dimanche 8 février à 15h30 | **Festival de chorales Res-sonància** - Polyphonies Pyrénées et Méditerranée | 12€/Pass 20€.

Canet-en-Roussillon

Théâtre Jean Piat | Vendredi 6 février à 20h30 | Théâtre - **Cadre exquis**. **Samedi 14 février à 20h30** | Théâtre - **Numéro deux** | 19€/réduit 15€/enfant 8€.

Ille-sur-Têt

La Fabrica | Jeudi 12 février à 19h | Concert - **Jedna futur nada** | Entrée gratuite.

Port-Vendres

Ciné théâtre Vauban | Vendredi 6 février à 20h30 | Spectacle humour - **À la recherche de la recherche** | Gratuit. **Samedi 14 février à 15h** | 21^e rencontre pianistique d'occitanie - **Joute pianistique** | 12€.

Prats-de-Mollo-la-Preste

Rue du Faubourg | Mercredi 11 février à 15h | **Festival Carte Blanche** | Gratuit.

Saint-Cyprien

Salle Escaro | Dimanche 8 février de 17h à 19h | Théâtre - **Deux petites dames vers le nord** | 8€.

TOURRES JEAN

Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30

PROMOTION

TOURRES JEAN

Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu
Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje68@jeantourres.com

Cafouillage dans l'Éducation



Depuis le début des débats budgétaires, le ministre de l'Éducation nationale prévoyait la suppression de 3 256 postes. Coup de théâtre lors du comité ministériel du 26 janvier : il annonce que ce sont en fait 4 030 postes qui seront supprimés.

On n'est pas à un amateurisme près chez nos gouvernants, mais quand-même ! Lors du comité social d'administration du ministère de l'Éducation du 26 janvier, contrairement aux prévisions de longue date, Édouard Geffrey, ministre de l'Éducation nationale, a annoncé 776 suppressions de plus que prévues. Soit moins 438 dans le second degré et 338 dans le primaire. Le ministère a confusément justifié cette différence par sa volonté de mettre ces postes en réserve, conscient de la difficulté à recruter des titulaires. Les syndicats ont évidemment protesté et le 28 janvier, ces postes ont été réinjectés. On revient donc aux suppressions initiales : moins 1 365 postes dans le second degré ; moins 1891 postes en primaire. Soit quand-même un total de 3 256 suppressions de postes dans l'Éducation nationale. Toujours trop selon les syndicats. Sophie Vénétitay, secrétaire nationale du Snes-FSU, rappelle que « 8 000 emplois ont été supprimés entre 2017 et 2023 pour 8 000 élèves en plus dans les collèges et lycées publics ! »

Les effets de ces suppressions

Traduction locale, le 26 janvier les collèges et lycées de l'Académie de Montpellier perdaient quatre-vingt-dix postes. Le 28 janvier, soixante-treize. La répartition par département n'est pas encore connue. En revanche, on sait déjà que treize postes seront supprimés dans les écoles des P.-O. Quand on sait que tous les indicateurs sociaux sont déjà dans le rouge dans notre département (chômage, pauvreté, ségrégation scolaire), on ne peut que s'inquiéter de l'effet de la moindre suppression de poste supplémentaire.

L'austérité budgétaire impacte au premier chef les élèves. Classes surchargées, encadrement éducatif insuffisant pour lutter contre le harcèlement, inclusion déficiente, deux causes pourtant mises en avant par le gouvernement. Rappelons que le Sénat a rejeté la proposition de créer un véritable statut pour les AESH. Par ailleurs, seuls 2 000 emplois d'AESH sont créés, alors que 50 000 élèves en situation de handicap n'étaient pas accompagnés à la dernière rentrée.

Pour la CGT Educ'action « l'austérité tue le service public d'éducation ».

A.-M. D.

Société

Comprendre les chiffres de l'immigration

Le ministère vient de publier les chiffres de l'immigration 2025. Certains se réjouissent de l'augmentation de la délivrance des titres de séjour. D'autres s'en indignent. Qu'en penser ?

La France a délivré 384 230 premiers titres de séjour en 2025, un chiffre en hausse de 11,20% par rapport à 2024. Mais qu'est-ce qu'un « titre de séjour » ? À priori le droit de vivre en France. Mais le terme recouvre des réalités bien différentes : droit d'asile (délivrée pour 10 ans) et protection subsidiaire (4 ans) pour motif humanitaire, titre étudiant, titre pour motif familial, économique, maladie, tous renouvelables (ou pas) tous les ans. Et enfin les admissions exceptionnelles au séjour (AES), dépendant du pouvoir discrétionnaire du préfet et sous certaines conditions.

Les premières demandes d'asile (116 476) sont en baisse de 10,30%. Est-ce à dire que la France serait devenue moins attractive ? Parallèlement, les décisions de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) sont en hausse de 10,30%. Peut-on parler de « dynamisme » des services comme le fait le ministère de l'Intérieur ? En revanche, le nombre d'asiles accordés (63 854) est en hausse de 16,8%.



Quant aux titres de séjour, ils ont été majoritairement accordés pour motif humanitaire (92 610) majoritairement aux Ukrainiens (11 000) et aux Afghans (18 000). Mais ce sont les titres étudiants qui sont les premiers motifs de délivrance avec près de 118 000 titres (pour un an !). Qu'ont surtout bénéficié aux Chinois (8 300) et aux Américains (8 000).

La face cachée

À l'inverse les titres économiques sont en baisse de 12,60%. Les métiers en tension de Darmanin restent donc en tension.

Autre baisse flagrante, celle des AES (-10%)

avec seulement 28 610 étrangers régularisés. Guillaume Mordant, responsable du département statistique de la DGEF au ministère de l'Intérieur, l'explique par « l'impact de la circulaire Retailleau visant à rappeler [aux préfets] le caractère exceptionnel de ces régularisations et en durcir les conditions ». Pour mémoire sept ans de présence en France sont requis contre cinq auparavant.

Enfin, le nombre d'expulsions d'étrangers en situation irrégulière est en augmentation continue. Près de 30 000 étrangers ont été renvoyés (dont 15 500 de force). Sachant qu'un sur quatre est d'origine maghrébine. Scorie de la colonisation ? Alors que l'Italie envisage la régularisation d'un million d'étrangers d'ici 2028 et l'Espagne un demi million, au vu de la baisse de la natalité et de la pénurie de main d'œuvre future, nos politiques français s'entêtent dans la fermeture de nos frontières et la xénophobie chère à l'extrême droite.

Anne-Marie Delcamp

Kurdes

Rojava, ligne rouge de la paix

Dans le Rojava, région rebelle autonome du nord et nord-est de la Syrie, Kobané, ville kurde héroïque dont le peuple en armes a infligé sa première défaite à Daesh, est assiégée par les djihadistes surarmés de l'État islamique (EI).

Au nord de la Syrie, Kobané, ville Kurde qui a combattu héroïquement daesh, est aujourd'hui parmi les agresseurs, la nouvelle armée syrienne du président intérimaire du pays, Ahmed Al Charaa, intégrant des islamistes dont de nombreux criminels détenus par les forces kurdes aujourd'hui chassées, dont les prisons ont été ouvertes. En renforts, des milices extrémistes parrainées par la Turquie d'Erdogan, lequel n'a eu de cesse depuis 10 ans, de multiplier les agressions contre les autorités kurdes du Rojava.

Réponse socialiste et féministe au fascisme au Moyen-Orient

Cette guerre n'est pas entre Kurdes et Arabes mais entre Kurdes progressistes et l'obscurantisme djihadiste. C'est l'opposition entre deux visions et projets politiques pour l'avenir de la Syrie. Le gouvernement de Ahmed Al-Charaa défend une « République arabe syrienne » centraliste, antidémocratique, réprimant droits politiques et syndicaux surtout ceux des femmes et des minorités religieuses et ethniques. Il prépare une poudrière où l'État Islamique est déjà en train de reconstituer sa force destructrice tandis que des militantes des droits des femmes, des forces progressistes et dirigeants communautaires défendent un contrat social entre communautés et ethnies pour l'écologie, le féminisme (au Rojava les postes clés sont

occupés par un binôme femme-homme, assurant une parité représentative), la démocratie, l'éducation en trois langues (kurde, arabe et assyrien), la Syrie étant une mosaïque d'ethnies de communautés (arabes, kurdes, syriaques, arméniennes, yézidiés, etc.).

Trahison ou collusion

Les Forces démocratiques syriennes bénéficiaient du soutien des Etats-Unis au titre de leur participation à la coalition internationale. Elles sont aujourd'hui trahies dans l'indifférence et l'hypocrisie. Le lâchage qu'elles subissent est non seulement révoltant et irresponsable. Il est indigne, notamment de la part des Etats-Unis, prêts à sacrifier leurs alliés incontournables d'hier sur l'autel de deux objectifs tactiques de Trump : consolider son soutien au nouveau maître de la Syrie, malgré son lourd passé et ses dérives répétées ; poursuivre l'opération séduction envers Erdogan. L'isolement des Kurdes syriens est irresponsable du point de vue de la sécurité internationale. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le général de Gaulle proclamait l'indépendance de la Syrie, aujourd'hui, Emmanuel Macron ne doit pas brûler les étapes avec Ahmed al-Charaa, le nouvel homme fort de Damas. Les combattantes et les combattants du Parti de l'Union démocratique de Syrie et de ses unités de protection du peuple de Rojava mènent une résis-

Syrie : les Kurdes du Rojava en grand danger !



tance qui force l'admiration, dans le contexte actuel, le soutien et la solidarité internationale sont de la plus grande importance. La place des forces de progrès est aujourd'hui aux côtés du peuple kurde.

Ray Cathala

66% DE RÉDUCTION D'IMPÔT !

Grâce à notre partenariat avec Presse et Pluralisme, association d'intérêt général, vos dons sont déductibles de vos impôts à hauteur de 66% du montant versé.

LE TRAVAILLEUR CATALAN

☐ Je fais un don de € au profit exclusif du 
et je libelle mon chèque à l'ordre : presse et pluralisme

Opération Le Travailleur Catalan

à l'adresse : Le Travailleur Catalan - 44, avenue de Prades - 66000 Perpignan

Je précise mes coordonnées :

Nom : Prénoms :

Adresse :

Coupon à détacher et à renvoyer à l'adresse du Travailleur Catalan !

Je fais
un don



<https://dons.presseetpluralisme.fr/le-travailleur-catalan/>

Un grand merci à toutes celles et ceux qui font un don !

André Cazalis 100€ - Clément Riot 50€ - Jean-François Chèvre 70€ - Ghislaine Zaparty 50€ ...

De la politique !

Les municipales approchent : les campagnes électorales sont de retour. Il y a les maires qui reprennent du collier ; ils se disent sans doute qu'ils n'ont pas failli dans leur tâche, que leur gestion a été bonne, que leurs réalisations ont séduit les électeurs, que leur équipe reste soudée, que l'engagement dans la démocratie locale est un enrichissement. Pour lire les déclarations, les engagements, les propos tenus, je reste souvent très circonspect devant la légèreté, pour ne pas dire plus, du discours politique. Comme si nous n'étions pas dans des élections politiques, et qu'il suffise d'aligner des propos convenus sur ce qui a été fait et qui marche, sur le concret de la vie locale, sur les relations de confiance avec des élus aux écoutes.

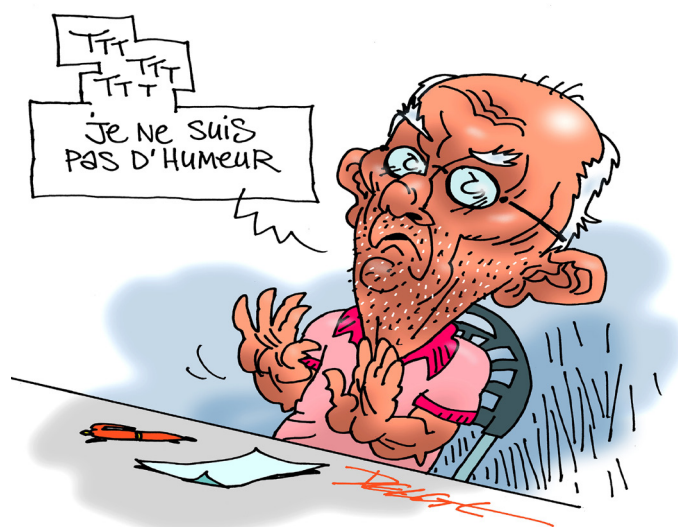
La place aux autres

Il y a aussi ceux qui tirent leur révérence, pour toutes sortes de raisons, l'âge souvent, la fatigue, les incompréhensions, la difficulté à trouver des crédits, à réaliser des travaux, les populations qui se clairsèment, la difficulté à faire vivre une économie locale, la lourdeur d'une tâche où tout tombe sur l' élu, les divisions de l'équipe. En général ils ne rechignent pas à souhaiter à leurs successeurs tous les succès possibles. Mais ils préfèrent prendre le large sans avoir clairement mesuré que dans une démocratie, que l'on s'intéresse à la commune, au département, à la région, à l'Assemblée nationale, une dimension va leur faire très souvent défaut : la dimension politique.

L'apolitisme qui embrouille

Toutes les communes auront à choisir ceux qui gèreront les affaires de la cité ; il leur sera fait confiance sur leur intégrité, sur les choix opérés. Quelque chose va manquer à l'appel : plus le temps passe, plus les déclarations se multiplient, plus je constate que la politique, la culture politique, est absente. Elle est peut-être quelque part dans leur tréfonds, mais cachée, ils ont de la disponibilité, ils ont le sourire aux lèvres, aussi le sens du contact, ils ont aussi peut-être des idées sur ce qui est faisable. Ils sont renseignés, disent-ils, sur les contraintes, les règles, la gestion d'une commune. Mais ils se parent sans vergogne d'un apolitisme qui embrouillera les esprits pour abuser l'électeur.

Mais savent-ils qu'ils se jettent dans un bain qu'ils vont découvrir en y plongeant, qu'ils ne le connaissent pas dans ses dimensions les plus riches et les plus profondes. Parce que l'on n'apprend pas la politique. C'est fort dommage ! Et beaucoup des partis qui devraient se charger de cette formation apprennent à travestir un réel qui cache l'essentiel. L'essentiel c'est l'engagement pour un groupe, une communauté, sur la base de valeurs partagées, d'une morale solide, avec le souci d'une



exemplarité où l'égoïsme, la prévarication, le « remplissage de poche » sont absolument à proscrire. Le bien commun, le partage des richesses, la justice sociale, l'attention aux plus démunis et le courage qu'il faut pour partager ces contraintes doivent impérativement guider les pas de tous les apprentis politiciens. Le PCF a pendant longtemps formé ses élus, mais n'a pas fait beaucoup d'émules. La droite et son extrême avancent cachées. C'est dire leur nature profonde et le souci de tromper leur monde.

Jean-Marie Philibert



Le Travailleur Catalan

l'hebdo

Abonnez-vous !

Bulletin d'abonnement

Nom : Prénom :
 Adresse :
 N° : Rue, Bd, Av., etc... : Nom de la voie :
 Code postal ou cedex : Ville :
 Mail : Tél. :

☐ Papier / 6 mois **40€** ☐ Papier / 1 an **78€** ☐ Numérique - Papier / 1 an **100€** ☐ Numérique / 1 an **66€**
 (6,70€/mois) (20€/3 mois)

Je régle :

Date : .. / .. / ..

☐ par chèque à l'ordre du Travailleur Catalan
☐ par prélèvement automatique
 Joindre un RIB

Bulletin à renvoyer à : Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades - 66000 Perpignan. Tél. : 04 68 67 00 88 - Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
 Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.